

Communiqué

Nous demandons le retrait de la réforme universitaire

Les membres du gouvernement semblent bien étrangers à la réalité du monde de l'enseignement secondaire et supérieur, il est intolérable de laisser une réforme « poudre aux yeux », visant à calmer les inquiétudes provoquées par la crise universitaire de l'année dernière, bouleverser la qualité de vie étudiante. **Les étudiants et les futurs étudiants n'ont pas à sacrifier leur avenir professionnel, ni la qualité de leurs études**, pour permettre au gouvernement de se délester de ce problème sans jamais réellement en chercher la solution.

D'une part, les directives du gouvernement ont forcé la main aux universités en obligeant une mise en place dès cette année de la réforme, alors même que le texte de loi n'avait pas été voté ni débattu par le parlement. De plus, les différents acteurs de l'éducation doivent travailler dans des conditions extrêmement floues, puisqu'ils ne connaissent pas la finalité ni les modalités exactes de cette réforme. Les universités ne peuvent prévoir l'application de cette réforme sans en avoir tous les détails, à la fois au niveau de l'organisation des nouvelles modalités mais aussi de leur financement. Les enseignants du secondaire se voient quant à eux contraints de donner des informations partielles aux lycéens autant sur l'avenir du baccalauréat que sur la poursuite de leurs études.

D'autre part, en tant que mouvement jeune et étudiant, il est de notre devoir de prévenir toute atteinte aux droits des étudiants et de garantir les meilleures conditions de formation possibles. S'il est incontestable que la formation supérieure rencontre des problèmes systémiques dans son organisation, notamment le nombre de places disponibles par rapport aux candidats, ce n'est pas une justification pour instaurer une fracture sociale au sein des universités. Le dernier rapport du Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche pointe une inégalité toujours aussi forte au sein des formations en fonction des origines sociales. Cette réforme ne vient que renforcer l'écart entre les étudiants selon leur origine sociale en opérant une sélection masquée sur l'entrée à l'université. Ce serait mentir que d'affirmer que les élèves issus des lycées en zones défavorisées ou bénéficiant du moins de soutien scolaire ne seraient pas pénalisés. **Par ailleurs, alors qu'existent déjà des inégalités entre les différentes séries du baccalauréat, comment ne pas s'imaginer que celles-ci ne seront pas transférées au monde universitaire ?**

Enfin, en tant qu'étudiants ou jeunes actifs, nous ne pouvons que nous insurger face au peu de budget promis par le gouvernement pour cette réforme. Il apparaît largement insuffisant face aux ambitions du gouvernement, mettant en exergue sa triste volonté de réduire le nombre d'étudiants. La solution n'est pas dans la sélection, mais dans une meilleure orientation dès le lycée, et dans la liberté de réorientation lors du parcours supérieur, ce à quoi le gouvernement veut mettre fin. Face au chômage structurel touchant même les diplômés, mettre en place une discrimination d'État des étudiants ne peut qu'empirer la situation. Plutôt que de résoudre le problème de places dans les universités en réduisant les entrées, il serait grandement préférable de multiplier les formations comme les BTS ou les DUT, qui ont déjà fait leurs preuves en termes d'insertion à l'emploi. Derrière la surpopulation universitaire et le taux d'échec en licence se cache un tout autre



Communiqué

Contact : campus@nouvelledonne.fr

[Facebook](#) : Nouvelle Donne Campus

[Twitter](#) : @ND_Campus

problème : le peu de places dans les formations professionnelles forcent les étudiants à **s'inscrire dans des études qui ne leur correspondent pas.**

C'est pourquoi Nouvelle Donne Campus s'oppose à la réforme en l'état et demande son retrait. Nous pensons que **bien d'autres chantiers sont prioritaires** : la résolution de la crise du logement s'annonce pire pour la rentrée 2018, mais aussi à la hausse du coût de la vie à laquelle bon nombre d'étudiants ne peuvent faire face. Nous soutenons le principe d'un revenu pour tous les étudiants qui permettrait de libérer les étudiants du travail et de leur offrir de meilleures conditions de vie. **N'oublions pas que la jeunesse est le futur de notre société et il est de notre responsabilité de lui garantir son épanouissement.**